

1 . Lors d'une prestation scénique, une entreprise commerciale (bar, discothèque,...) peut-elle légalement faire appel à des musiciens de manière bénévole ?

Non

2. Un artiste sur scène est présumé par la loi comme étant :

a) En situation de pré-contrat..... O

b) Salarié (muni d'un contrat)..... X

3. Quel est le rôle du guichet unique ?

Le **Guso** (anciennement connu sous le nom de **Guichet unique du spectacle occasionnel**) est un organisme national visant à simplifier les démarches administratives pour l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle vivant en France.

Historique

Le GUSO a été mis en place le 2 novembre 1999 à l'initiative des pouvoirs publics, des organismes de protection sociale du domaine du spectacle et des représentants de la profession.

Obligatoire depuis janvier 2004, Pôle emploi est l'opérateur national du GUSO.

Activité

Le GUSO intervient pour regrouper en une seule démarche les cotisations et les contributions en agissant au nom de six organismes de protection sociale :

- **a/ adhérer** : l'adhésion est gratuite et indispensable pour utiliser les services en ligne du Guso
- **b/ connaître le coût de la prestation** : l'outil de simulation en ligne permet de déterminer les éléments de rémunération (salaires brut et net ; cotisations et montant du prélèvement à la source).
- **c/ saisir les déclarations en ligne** :
 - - La Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : obligatoire, elle doit être effectuée au plus tard 2 heures avant le spectacle,
 - - La Déclaration unique simplifiée (DUS) : elle a valeur de contrat de travail et peut être imprimée avant le spectacle,
- **d/ régler les cotisations sociales et le prélèvement à la source**
-

4. Approximativement, en bénéficiant des abattements et réductions des taux autorisés, pour un cachet isolé de 100 euros brut, combien payera l'employeur de charges patronales ?

25 % **45 %** 55% 60 % 80 % 100 %

Mise à jour 2020

Sachant que le Smic horaire est de 10,15 euros brut au 1er janvier 2020 et qu'un cachet est égal à 12 heures, le salaire brut devrait être de 121, 80 euros au 01/01/2020 (pour un cachet) et par conséquent le montant des charges patronales s'élèveraient à 54% / 55%.

5. Quels sont les 3 documents légaux (post contrat) que l'employeur doit vous adresser à l'issue de votre prestation ?

- Le bulletin de salaire (chèque ou virement)
- l'AEM (Attestation d' Emploi Mensuel)
- *Le Certification de Congès Spectacles*

6. L'affiliation au régime d'assurance chômage des artistes du spectacle s'obtient en travaillant (donnez les chiffres)..... 507 heures sur une période de 365 jours précédant le dernier contrat de travail ou mois. Elle ouvre des droits (Aide au Retour à l'Emploi/ARE) pour 1 année soit 365 jours.

7. Les heures travaillées en tant qu'artiste et technicien du spectacle sont-elles cumulables pour l'accès au régime d'intermittent du spectacle ?

Oui, les heures travaillées en tant qu'artiste et technicien sont cumulables pour l'accès au régime de l'intermittance du spectacle.

C'est le nombre d'heures qui déterminera l'annexe où seront calculés vos droits

Rappel :

- Annexe VIII : technicien
- Annexe X : artiste

8. Vous donnez quelques cours de musique chaque semaine dans une école de musique associative. Ces heures de travail peuvent-elles être prises en compte dans le régime de l'intermittence : à quelles conditions ?

Oui, les heures de cours de musique peuvent être prises en compte dans le régime de l'intermittence à raison de 50 heures pour les moins de 70 ans et 120 heures pour les plus de 50 ans.

9. Indiquez le niveau de pression acoustique moyen au-dessus duquel il est risqué de travailler dans un lieu de diffusion selon l'article 2 du décret « Lieux musicaux » ?

Ces limites de niveau sonore s'appliquent aux lieux ouverts ou clos recevant du public, avec une capacité d'accueil de plus de 300 personnes diffusant des sons amplifiés dépassant les 80 décibels (festivals, discothèques, salles de concert).

10. Comment percevoir vos droits d'auteur lorsque vous interprétez vos œuvres au cours de concerts payants ?

Il faut être sociétaire de la SACEM en tant qu'auteur, compositeur et/ou arrangeur. Avoir déposé ses compositions à la Sacem.

A la fin du concert, il faut que l'organisateur déclare le répertoire qui a été joué à la SACEM.

11. Citez 2 organismes d'aide au projet (Institutions, Sociétés Civiles, Spectacle Disque) ?

La plupart des sociétés civiles et des organismes professionnels tels le FCM ou le CNV disposent de programmes d'aide au spectacle vivant. Les critères de recevabilité des projets sont propres à chacun de ces organismes et peuvent dépendre de programmes particuliers. Il faut rappeler que l'article L.321-9 du code de la propriété intellectuelle oblige les différentes sociétés de perception et de répartition des droits à utiliser une

partie des sommes collectées pour un usage collectif. Il précise même qu'il devra s'agir "d'actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant et à des actions de formation d'artistes" et fixe l'origine des fonds. Dans tous les cas, le strict respect des obligations sociales est absolument indispensable, et notamment le respect de la législation sociale, des conventions collectives, des minima syndicaux et du droit de la propriété intellectuelle. Les demandeurs doivent être en règle avec les organismes sociaux (Urssaf, Audiens, Pôle emploi, Congés spectacles). Pour consulter les conditions et accéder aux formulaires, il faut se rendre sur les sites des organismes qui proposent, pour beaucoup, des candidatures directement en ligne.

SCPP

La Société civile pour l'exercice des droits des producteurs phonographiques (www.scpp.fr) propose des aides aux tournées (minimum 10 dates en France), des aides aux premières parties et aux showcases.

*Les subventions SCPP sont cumulables avec les subventions des autres organismes - **SACEM, FCM, ADAMI, SPEDIDAM**, (à l'exception de la **SPPF**).*

La commercialisation du disque, le début de la tournée ou pour les vidéomusiques la première diffusion, doivent être postérieures à la date de l'examen du projet par la Commission, soit le lendemain. Pour les « show cases » dans les salles conventionnées SCPP, le dossier doit être présenté dans le mois qui suit le concert.

SPPF

La Société civile des producteurs de phonogrammes en France (www.sppf.com) propose un programme d'aide au tour support ouvert aux producteurs phonographiques (ou leurs licenciés) affiliés à la SPPF. La majorité des dates (huit minimum, hors festivals dans des régions et des lieux différents) doit avoir lieu en France. Les showcases ne sont pas pris en compte.

12. Sur une œuvre en exécution publique (concert) dont vous êtes arrangeur, quelle part vous revient sur la totalité des droits collectés ?

En théorie l'arrangeur à 33% mais en pratique, l'arrangeur a rarement plus de 1/12

Droits de représentation

Pour les radios, télévisions, concerts, bals et toute interprétation d'œuvres en public, la clé de répartition est statutaire et ne varie pas.

- pour une œuvre Sacem éditée, 1/3 est versé à l'auteur, 1/3 au compositeur et 1/3 à l'éditeur,
- pour une œuvre inédite, la totalité des droits d'auteur est versée aux créateurs, à part égale entre l'auteur et le compositeur.

Droits de reproduction liés à la diffusion à l'aide de supports enregistrés

Pour les œuvres diffusées à la radio, à la télévision, en discothèques et dans les lieux publics sonorisés, la clé de répartition de la part de droit de reproduction est statutaire et ne varie pas.

- pour une œuvre Sacem éditée, 25% des droits sont versés à l'auteur, 25% au compositeur et 50% à l'éditeur,
- pour une œuvre inédite, la totalité des droits d'auteur est versée aux créateurs, à part égale entre l'auteur et le compositeur. Cette clé s'applique également en matière de copie privée.

Droits de reproduction mécanique sur les supports enregistrés (phonogrammes, vidéogrammes)

La clé de répartition est contractuelle. Elle est fondée sur l'accord intervenu entre les créateurs et le cas échéant, l'éditeur de l'œuvre. Cette clé de répartition figure sur le bulletin de déclara

1. La répartition des pourcentages se discute, beaucoup ont leur vision de la chose, mais généralement cette répartition est appliquée :

- 34% de droits d'auteur ;
- 33% de droits de compositeur ;
- 33% de droits d'arrangeur.

Souvent le pourcentage de l'arrangeur est discuté, on veut lui attribuer le minimum de pourcentage car la valeur intellectuelle ne semble pas égale à celle de la composition ou du texte. On oublie alors que l'arrangeur participe à l'aspect mélodique, au développement de la charte sonore et de l'univers de la composition originale, cette dimension visant un public précis, et il est aussi l'orchestrateur. Son travail consiste donc en la mise en place, l'exploration des nuances et mise en valeur des mélodies, un travail considérable pouvant prendre bien plus de temps que l'écriture ou la composition.

Les DEP sont les Droits d'Exécution Publique, ils correspondent aux droits générés par la diffusion de l'œuvre : radios, concerts, discothèques et autres établissements, TV... Ces droits sont récoltés par la SACEM auprès du diffuseur lui-même et sont ensuite redistribués aux ayant-droits selon les règles statutaires SACEM suivantes:

Auteur(s)	Compositeur(s)	Editeur(s)
1/3	1/3	1/3

- lorsqu'il y a plusieurs auteurs, ils touchent tous la même proportion, quelque soit leur apport créatif
- lorsqu'il y a plusieurs compositeurs, ils touchent tous la même proportion, quelque soit leur apport créatif
- lorsqu'il y a plusieurs éditeurs, ils peuvent, s'il le souhaitent, répartir la part éditoriale de façon inégalitaire sous couvert d'un contrat de coédition.
- lorsqu'il n'y a pas d'éditeur sur l'œuvre, la clé de répartition passe à 1/2 pour l(es) auteur(s) et 1/2 pour le(s) compositeur(s)
- lorsqu'une œuvre ne comprend que de la musique (instrumental), le compositeur bénéficie des parts de l'auteur, et vice-versa pour les textes.

On corse un peut le truc? Voyons ce qu'il se passe lorsque le morceau a été arrangé (musique) ou adapté (texte)

	A	C	A	C	Add	A	C	Arr
Œuvre non éditée	1/2	1/2	4/12	6/12	2/12	11/24	11/24	2/24
Œuvre éditée	1/3	1/3	2/12	4/12	2/12	7/24	7/24	2/24

A=Auteur | C=Compositeur | Ad=Adaptateur | Arr=Arrangeur

Quand l'œuvre est éditée, la part éditoriale des DEP est toujours équivalente à 1/3

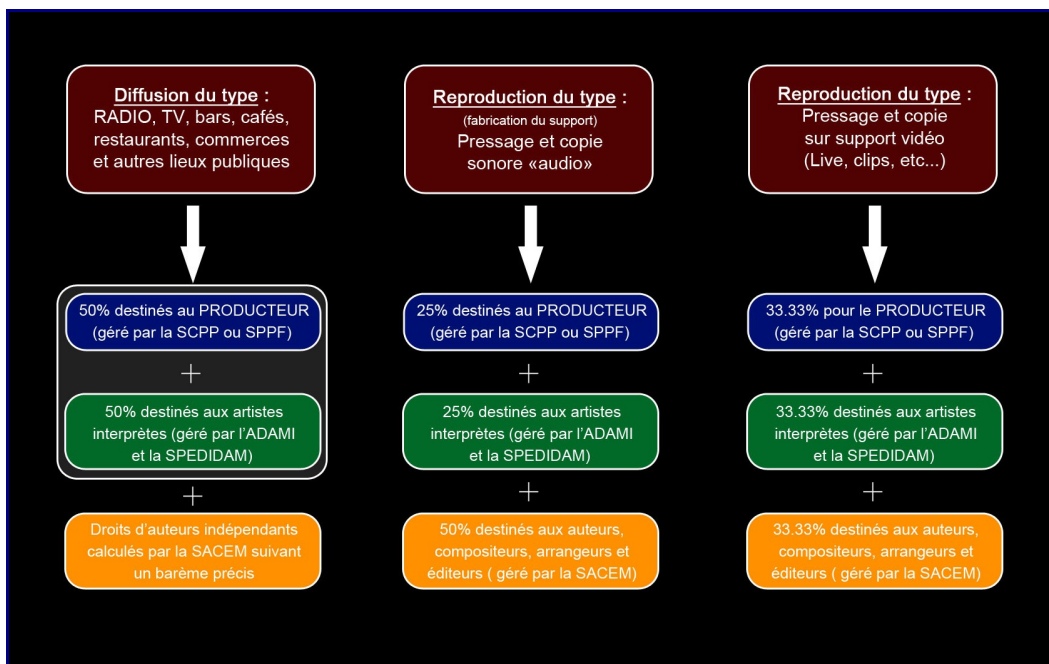
La part des arrangeurs de musique de film et musique symphonique est portée à 2/12 (1/12 pris sur la part du compositeur)

Les DRM sont les Droits de Reproduction Mécanique. Ce sont les droits liés à la "fixation", c'est à dire la reproduction de l'œuvre sur un support: CD, DVD, CD-Rom, et même si c'est un peut plus dur à comprendre, sur fichier électronique comme le mp3 ou wav. Et oui, c'est le support nouvelle génération. Pour simplifier, on peut se dire que les DRM correspondent aux support, physiques ou

digitaux, généralement produits à des fins de vente ou de promotion. Sachez que même les supports produits pour être distribués gratuitement (comme les CD promo ou les téléchargements gratuits) seront soumis à une redevance SACEM afin de rémunérer les auteurs compositeurs éditeurs...

TABLEAU DES RÉPARTITIONS POUR LA DIFFUSION ET REPRODUCTION EN FRANCE

Avec ce schéma, vous allez comprendre l'importance de l'inscription à tous les organismes de gestion de droits voisins cités précédemment



13. Citez les 2 sociétés percevant les droits des artistes interprètes. Expliquez la différence entre ces 2 sociétés ?

L'Adami et la Spedidam

1. L'Adami

L'ADAMI est la société de gestion collective qui gère les droits des artistes interprètes dits "principaux".

1. La Spedidam

Si tu es artiste-interprète d'accompagnement, tu devras te tourner vers la Spedidam.

OUI, tu peux adhérer A LA FOIS à l'Adami ET à la Spedidam.